

Introduction

Un père dont le fils a été pris en flagrant délit alors qu'il vendait de la drogue, vous consulte ; son fils a été déféré au parquet qui a l'intention de demander au juge d'instruction la délivrance d'un mandat d'arrêt à sa charge. Le père vous demande ce qui va se passer et qui prend, à quel moment une décision et laquelle. Peut-il intervenir dans la procédure ? La prison est-elle l'unique issue ou y a-t-il d'autres formes de " réaction ou de sanction " ?

La victime d'un cambriolage s'adresse à vous. Que va-t-il advenir de sa plainte ? Comment la procédure se déroule-t-elle ? Peut-elle déclarer quelque part le montant de son dommage et surtout peut-elle être indemnisée ? A qui doit-elle demander conseil ? Combien de temps tout cela va-t-il durer ? Qui joue un rôle dans le traitement de son dossier ?

Ces deux petits exemples illustrent très bien les nombreux cas auxquels nous sommes confrontés dans la pratique quotidienne. La nouvelle édition et successeur du livre « Répertoire judiciaire » vous offre une première réponse à toutes les questions auxquelles vous et/ou une personne cherchant à trouver de l'aide, êtes confrontés. La justice est souvent perçue comme une institution complexe avec de multiples acteurs et des procédures compliquées.

Comprendre les différentes entités et les acteurs dans le domaine judiciaire n'est pas aisé. La réforme judiciaire de 2014 n'a certainement pas contribué à réduire cette complexité, bien qu'elle ait diminué le nombre d'arrondissements judiciaires, mais d'un autre côté, elle a introduit un certain nombre d'exceptions. Le fait d'abandonner le système napoléonien dans l'organisation judiciaire peut être considéré comme une étape décisive dans l'histoire de la justice belge. Comme c'est déjà peu aisé pour les professionnels de trouver leurs repères, les profanes s'y retrouvent encore plus difficilement. Le but de ce livre est surtout de fournir une grille d'analyse de la nouvelle organisation de la justice et (de façon plus succincte) de la police : Quels sont les tribunaux et les cours ? Quelles sont leurs compétences matérielle et territoriale ? Qui sont les magistrats des tribunaux ? Comment est structurée la police ? etc.

En outre, c'est un fait, différents groupes de professionnels (comme des magistrats, des greffiers, des services policiers, des avocats, des médiateurs, des assistants sociaux des services d'aide à la jeunesse, des assistants de justice, des services des CPAS) sont quotidiennement confrontés à cette complexité. Ils perdent beaucoup de temps à rechercher les informations nécessaires sur le

rôle et les compétences de la police, du parquet, des chambres du conseil et/ ou de la chambre de mises en accusation, du juge d'instruction, des juges, du tribunal de l'application des peines, des différents services institués en faveur des victimes (comme les services d'aide aux victimes), sur la différence entre la médiation pénale et la médiation réparatrice, etc.

Toutes ces personnes, ces instances et ces organisations cherchent à trouver un guide pratique leur fournissant une réponse à leurs questions. « Le trajet pénal » ne vous procure pas uniquement une grille de lecture claire de l'organisation judiciaire et des procédures pénales, mais vous fournit également un premier outil de compréhension de l'appareil judiciaire en Belgique. En étant bien informé sur les personnes, les fonctions et les compétences, tout acteur, dans et autour de la justice, pourra alors davantage contribuer au bon fonctionnement de l'appareil judiciaire.

Le livre est composé de deux parties. Dans la première partie, vous trouverez une description de l'organisation judiciaire et policière ainsi qu'une explication détaillée des différentes composantes du paysage judiciaire. La procédure complète d'une affaire pénale, allant de la commission de l'infraction jusqu'à l'exécution de la sanction ou de la peine infligée, vous est expliquée en détail dans la seconde partie. Nous avons essayé d'exposer la matière de la manière la plus simple, mais là où c'est nécessaire, nous avons recours à la terminologie du métier, puisque vous y serez confrontés dans la pratique. Le lecteur souhaitant encore plus d'informations sur un sujet plus spécifique du droit pénal trouvera sa réponse dans la littérature spécialisée.

Damien Vandermeersch et Frank Schuermans

Table des matières

Introduction	3
---------------------	----------

Abréviations	11
---------------------	-----------

Partie I

Cartographie du paysage judiciaire	13
---	-----------

1. Vue d'ensemble des cours et tribunaux et du ministère public	13
1.1. Le pouvoir judiciaire	13
1.2. Les cours et tribunaux	14
1.3. Pyramide territoriale des cours et tribunaux	15
2. Justice	16
2.1. Arrondissements (12)	16
2.2. Tribunaux de première instance (13)	17
2.3. Parquets du procureur du Roi (14)	18
2.4. Tribunaux du travail (9)	19
2.5. Auditorats du travail (9)	20
2.6. Tribunaux de commerce (9)	21
2.7. Tribunaux de police (15)	22
2.8. Justices de paix (187)	23
2.9. Cours d'appel / Cours du travail (5)	24
2.10. Parquets (auditorats) généraux près les cours d'appel / cours de travail (5)	25
3. Police	26
3.1. Organigramme de la police fédérale	26
3.2. Zones de police	27
3.3. Directeurs-coordonnateurs administratifs (Dirco)	30
3.4. Directeurs judiciaires (Dirju)	31
4. Schéma des acteurs de police et de justice	32

Partie II

Aperçu général de la procédure pénale	33
--	-----------

1. Aperçu général de la procédure pénale	34
2. La phase préliminaire du procès pénal	38
2.1. Les services de police	40
2.1.1. Aperçu du rôle de la police dans le cadre de la phase préliminaire du procès pénal (information et instruction)	40
2.1.2. Le schéma de la structure des services de police	41
2.1.3. Les différents services de police	41

2.1.4.	L'arrestation administrative et l'arrestation judiciaire	45
2.1.5.	Les contrôles d'identité et les fouilles	47
2.1.6.	L'audition des personnes	47
2.1.7.	Les visites domiciliaires et les perquisitions	49
2.1.8.	Les saisies	50
2.1.9.	Les autres mesures d'enquête	51
2.2.	Le ministère public (les parquets)	51
2.2.1.	Organisation et missions	51
2.2.2.	Organigramme du ministère public	54
2.3.	L'information (enquête menée sous la direction du procureur du Roi)	55
2.3.1.	Schéma de l'information	55
2.3.2.	La procédure d'information	56
2.3.3.	La mini-instruction	57
2.3.4.	La fin de l'information	58
2.3.4.1.	Le classement sans suite	59
2.3.4.2.	La transaction pénale	59
2.3.4.3.	La médiation pénale	61
2.3.4.4.	La mise à l'instruction du dossier	62
2.3.4.5.	La citation directe devant la juridiction de jugement	63
2.3.4.6.	La convocation par procès-verbal devant la juridiction de jugement	64
2.4.	L'instruction	65
2.4.1.	Le juge d'instruction et les juridictions d'instruction	65
2.4.2.	Le schéma de l'instruction	68
2.4.3.	Le déroulement de l'instruction	69
2.4.3.1.	L'interrogatoire de l'inculpé et l'inculpation	69
2.4.3.2.	L'audition de témoins sous serment	70
2.4.3.3.	La perquisition et l'observation dans une habitation	71
2.4.3.4.	L'ouverture des courriers	72
2.4.3.5.	Les repérages de communications électroniques et les écoutes de communications non accessibles au public ou des données d'un système informatique	72
2.4.3.6.	L'exploration corporelle et les prélèvements ADN sous la contrainte	73
2.4.3.7.	Les expertises	73
2.4.4.	Les droits des parties durant l'instruction	73

2.4.5.	La clôture de l'instruction (le règlement de la procédure)	74
2.4.5.1.	Schéma de la clôture de l'instruction	75
2.4.5.2.	Les décisions qui peuvent être prises à la clôture de l'instruction	76
2.5.	Le mandat d'arrêt et la détention préventive	78
2.5.1.	Aperçu chronologique des étapes et des contrôles de la détention préventive	79
2.5.2.	L'arrestation	80
2.5.3.	Le mandat d'amener (éventuel)	80
2.5.3bis.	L'ordonnance de prolongation (éventuelle)	80
2.5.4.	Le mandat d'arrêt	81
2.5.5.	La première comparution devant la chambre du conseil	82
2.5.6.	L'appel (éventuel)	82
2.5.7.	L'ordonnance de remise en liberté du juge d'instruction (éventuelle)	83
2.5.8.	Le contrôle mensuel ou bimensuel de la chambre du conseil	83
2.5.9.	L'appel et la cassation (éventuels)	84
2.5.10.	La situation lors de la clôture de l'instruction	84
2.5.11.	La situation de l'inculpé après le règlement de la procédure (dans la phase de jugement)	84
2.5.12.	La libération sous conditions ou caution	85
2.5.13.	L'arrestation immédiate	85
2.5.14.	L'indemnisation en cas de détention préventive illégale ou inopérante	86
3.	Les juridictions de jugement et le procès pénal au sens strict	87
3.1.	Schéma des juridictions de jugement (avec les voies de recours)	87
3.2.	Le tribunal de police	87
3.3.	Le tribunal correctionnel	88
3.4.	La cour d'assises	89
3.5.	Le déroulement du procès pénal (phase de jugement)	89
3.5.1.	Aperçu de la phase de jugement du procès pénal devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de police	90
3.5.2.	La procédure par reconnaissance préalable de culpabilité	91
3.5.3.	Le procès de jugement en première instance	91
3.5.4.	L'opposition	93
3.5.5.	L'appel	94
3.5.6.	Le recours en cassation	95
3.5.7.	Le recours devant la Cour européenne des droits de l'homme	95

4.	Les droits des victimes et de la partie civile	96
4.1.	Les droits de la victime	96
4.2.	L'accueil des victimes et l'aide aux victimes	98
4.3.	La partie civile et ses droits	103
4.4.	Le recours à la médiation	104
4.5.	L'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence	104
5.	Les peines et autres mesures qui peuvent être prononcées par le juge	105
5.1.	Les peines privatives de liberté	105
5.1.1.	La réclusion	105
5.1.2.	L'emprisonnement	106
5.1.3.	La mise à disposition du tribunal de l'application des peines	106
5.2.	La peine de surveillance électronique	107
5.3.	La peine de travail	107
5.4.	La peine de probation autonome	108
5.5.	L'amende	109
5.6.	Les autres peines accessoires	110
5.7.	La suspension du prononcé de la condamnation et le sursis	110
5.8.	L'internement	111
6.	La phase de l'exécution des peines ou des mesures	112
6.1.	La suspension du prononcé ou sursis probatoires	113
6.2.	L'internement	113
6.3.	L'exécution des peines privatives de liberté et la libération conditionnelle	114
6.4.	La peine de surveillance électronique	119
6.5.	La peine de travail	120
6.6.	La peine de probation autonome	121
6.7.	L'amende et la confiscation	122
6.8.	La prescription de la peine	122
6.9.	La grâce	123
6.10.	La demande en révision	123
6.11.	Le casier judiciaire, l'effacement et la réhabilitation	124
6.11.1.	Le casier judiciaire	124
6.11.2.	L'effacement	124
6.11.3.	La réhabilitation	125
7.	Administration de la justice des mineurs	125
7.1.	Services d'aide à la jeunesse	126
7.2.	Juridictions de la jeunesse	128
7.3.	Mesures en matière d'aide à la jeunesse	130
7.4.	Mesures à l'égard de mineurs délinquants	133
7.5.	Dessaisissement	134

8.	Annexes	137
8.1.	Attestation de dépôt plainte	137
8.2.	Déclaration de personne lésée	141
9.	Bibliographie	142
9.1.	Ouvrages en français	142
9.2.	Ouvrages en néerlandais	142